



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Thermo Fisher Bourgoin-Jallieu

Lundi 3 novembre 2025

Travailleurs d'ici ou d'ailleurs, un même combat contre le patronat

Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968. Il a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.

De quoi traite cet accord ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantagent un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

Beaucoup de bruit raciste...

Depuis que les mobilisations « Bloquons tout » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés. S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement. Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors que l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser lors du mouvement de révolte du « Hirak », et visent en fait tous ceux qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.

... pour couvrir le bulldozer des politiques antisociales

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières de nous faire les poches. Le 23 octobre, il présentait devant un parterre de patrons son « contre-budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus. Ses cibles sont les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatalement sur toute la population laborieuse. Surtout qu'à l'inverse, il refuse de toucher aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce qui va un tant soit peu dans ce sens !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » que la Marche des solidarités va mobiliser le 18 décembre prochain pour la journée de solidarité internationale des migrants. Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail. C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève. Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer. N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée – avec le résultat qu'on voit –, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences.

Les NAO sont de retour !

À Patheon France, l'augmentation individuelle est de mise. Ce choix produit un accroissement des écarts entre les salaires les plus bas et les plus hauts. Une étude nous révèle que 77% des non-cadres ont une augmentation générale dans le privé. Du coup, qui est le mouton à cinq pattes ?

Pas toujours de remplacements...

La politique de Thermo Fisher est de laisser partir les salariés et de ne pas les remplacer. Depuis un moment, on voit les départs de beaucoup de nos collègues et les remplacements ne viennent pas toujours. Comment fabriquer des médicaments sans ces salariés ?

Sans suite, vraiment ?

Deux collègues du labo que la direction avait dans le collimateur n'ont finalement pas été licenciés. Tant mieux ! La direction s'est-elle sentie observée ? A-t-elle sentie que si elle s'obstinait à sanctionner injustement des salariés, elle aurait affaire à une réaction collective de notre part ? En tout cas, la prochaine fois que ça arrive, on se tient prêt à répondre !

Découverts bancaires : des règles plus couteuses

Précarité oblige, dès le 16 du mois, un quart des détenteurs de comptes bancaires n'arrivent à joindre les deux bouts que grâce au découvert autorisé. Mais l'an prochain, cela risque de changer. Les découverts seront plus encadrés et assimilés à des crédits à la consommation. Ils donneront lieu également à une enquête sur la situation financière des demandeurs. C'est-à-dire qu'ils ne seront plus quasi-automatiques, comme c'est le cas actuellement, et seront caractérisés par davantage de limites et de conditions d'accès. Et cela rendra la situation plus difficile pour les ménages les plus modestes. Quant aux banques, elles continueront à empocher intérêts et autres agios sans restriction aucune.

Un riche pollue 40 fois plus qu'un pauvre

La pollution est un problème de classe. Voilà un autre chiffre : les 308 milliardaires les plus riches de la planète polluent autant que les 108 pays les plus

pauvres. Et ces mêmes milliardaires investissent près de 60 % de leurs placements dans des secteurs à fort impact climatique, comme le pétrole ou les mines. Soyez écolo : renversez le système capitaliste !

Au tour du Cameroun ?

Paul Biya, indévissable président du Cameroun depuis 1982 et grand ami de Nicolas Sarkozy, a été réélu. Il a fallu attendre quinze jours après le vote pour que l'annonce soit officielle, histoire que les autorités aient le temps de truquer les résultats. Le candidat perdant Issa Tchiroma Bakary, ministre de Biya jusqu'en juin dernier avant de se redécouvrir une vocation d'opposant, conteste les résultats. Des manifestations ont eu lieu dans les différentes villes du pays, violemment réprimées. Est-ce qu'après le Népal, Madagascar et le Maroc, les jeunes et la population travailleuse du pays vont se soulever contre le régime ?

C'est tout ce qu'on peut souhaiter ! Et que le renversement d'un pouvoir tyrannique et corrompu annonce la fin de l'emprise impérialiste au Cameroun, vraie source du problème. Rappelons qu'un certain Vincent Bolloré, milliardaire raciste, tire une partie de sa fortune du pillage du pays...

Le travail c'est la santé, ne rien faire c'est la conserver

La droite au pouvoir en Grèce a rendu possible la journée de 13h de travail. Elle dit répondre à une demande de certains salariés qui veulent « travailler plus pour gagner plus » selon la formule consacrée. Mais la Grèce est déjà numéro 1 en Europe pour le temps de travail... et numéro 3 dans le classement des salaires les plus bas ! Le « bon sens » de la droite n'a comme souvent rien à voir avec le sens des réalités : plus on travaille, et moins on est payés... et plus on veut travailler ! C'est une loi du capitalisme que rappelait déjà le révolutionnaire Paul Lafargue dans son livre *Le Droit à la paresse* (1880) : « Travaillez, travaillez, prolétaires, pour agrandir la fortune sociale et vos misères individuelles, travaillez, travaillez, pour que, devenant plus pauvres, vous avez plus de raisons d'être misérables. »



Sarkozy en prison : la bourgeoisie devient laxiste quand il s'agit d'un des siens...